

FORUM NATIONAL DE RESTITUTION

Femmes rurales dans l'espace public



Compte rendu

Centre Aoua Keita

Bamako - 25 Septembre 2013

Avec le soutien financier de :



Rappels : projet, contexte

Sommaire

Introduction de Siriman Sacko, animateur de la journée.

La problématique de la représentation/Participation des femmes dans les instances de prise de décision est locale, régionale, nationale voire internationale. A titre d'illustration le nouveau gouvernement malien compte 4 femmes ministres sur 34 membres.

Pour débattre de cette problématique, le GRDR et ses partenaires (ASPROFER et ACGK) ont tenu à restituer les résultats de la phase pilote du projet « **Promotion de la représentativité et la participation des femmes à la prise de décision locale** ».

La journée s'est déroulée de la manière suivante :

- Une cérémonie d'ouverture : avec les mots de Bienvenue de la Présidente de l'ASPROFER, de la représentante de la délégation de l'Union européenne et de la représentante du Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille.
- La Pause-Café,
- La présentation des résultats de l'évaluation du projet pilote par les évaluateurs,
- La communication de WILDAF Mali sur la sur la problématique de la participation politique des femmes et les solutions envisagées,
- Les témoignages des femmes de l'ACGK zone d'intervention du projet,
- Les débats et questions/réponses,
- La pause de déjeuner.



A. Cérémonie d'ouverture

Mot de bienvenue de la présidente de l'ASPROFER : après avoir remercié les participants, elle a évoqué les difficultés auxquelles les femmes sont confrontées. La phase pilote de ce projet a tenté d'apporter des éléments de réponse en outillant les femmes de l'ACGK pour une participation accrue dans le processus décisionnel local. Des efforts doivent être faits pour consolider les acquis enregistrés et d'accompagner les femmes rurales à jouer un rôle pour influencer toute prise de décision susceptible d'affecter leur vie et celle de leur communauté. C'est ainsi qu'elle a demandé l'appui et l'accompagnement des partenaires présents dans la salle.

Mme Laura Mascagna, représentant la DUE remercie le GRDR et l'ASPROFER ainsi que les participantes pour l'organisation du forum. Elle a aussi tenu à rappeler qu'il s'agissait pour elle, d'une première occasion de rencontrer les associations de femmes, au vu de sa prise de fonction récente.

Elle a affirmé que l'UE soutiendra ces initiatives qui permettront une participation accrue des femmes dans la sphère décisionnelle locale. Elle a salué la forte participation des femmes aux élections présidentielles de juillet 2013 (58%). Malgré ce constat reste néanmoins le même, les femmes sont sous représentées dans les instances décisionnaires c'est pourquoi, elle pense que les prochaines élections (législatives et communales) sont une chance pour y remédier

Mme Keita de la DRPFEE

Elle a aussi remercié le GRDR et l'ASPROFER pour leur initiative en soulignant que la question de la représentativité des femmes qui reste très sensible au Mali. Elle a exhorté ses sœurs femmes leaders de sortir des bureaux et des grands centres urbains pour descendre à la base. Car c'est à la base qu'on apprend et découvre des choses nouvelles. Elle a aussi tenu à rappeler aux femmes les qualités d'une femme leader. Il s'agit entre autres : Etre disponible, savoir gérer les autres, se montrer capable, défendre l'intérêt du groupe, chercher l'information, rendre compte aux autres, savoir négocier etc.

Elle s'interroge néanmoins sur l'engagement de l'intercommunalité de l'ACGK dans ce projet. Il est communément admis au Mali que « *tout commence en région de Kayes, la colonisation a commencé à Kayes, le projet pilote commence aussi à Kayes...mais les élus ont-ils mesuré la portée de ce projet ? Car les femmes sont le cœur de la société malienne* ». Pour clore son intervention, Mme Keita a tenu à remercier les femmes pour leur engagement dans ce projet malgré les pesanteurs sociales. Elle souhaite aussi que ce projet s'inscrive dans la durée avec des actions concrètes. Elle a invité les

femmes a plus d'entente et de cohésion chose qui leur permettra de se positionner efficacement dans le processus de prise de décision.



B. Présentation des résultats de l'évaluation

Mr Lassana Fofana et Mamadou Diarra ont présenté les résultats de l'évaluation externe du projet pilote qu'ils ont conduit en région de Kayes courant septembre 2013.

Le GRDR a mis en œuvre son savoir en matière d'animation territoriale et de mobilisation des acteurs. Dans l'intercommunalité de l'ACGK, le projet est connu, les élus se sont engagés, les femmes ont été mobilisées. Il en ressort :

- Une émergence d'un environnement institutionnel favorable à la participation et à la représentation des femmes à la prise de décision locale : la mise en place des cadres de concertation, la présence accrue des femmes dans les cercles de décision ont provoqué une prise de conscience locale ;
- Un renforcement des capacités des acteurs : à travers les séances de formations et de sensibilisation aussi auprès des hommes que des femmes, on note une redynamisation du tissu associatif intercommunal ;
- Une adoption de nouveaux comportements et de nouvelles attitudes : la journée de la meilleure jeune fille scolaire, a entraîné des prises de conscience auprès des parents par rapport à la scolarisation de la jeune fille.

L'innovation de ce projet réside dans son portage par l'intercommunalité qui s'est engagée à travers la charte communale à mettre en place un cadre de promotion de la représentativité des femmes dans l'espace public. Les femmes reconnaissent que les formations leurs ont été bénéfiques, elles ont aussi permis aux hommes de constater la place et le rôle important qu'elles jouent dans la société malienne, mais aussi les inégalités qu'elles subissent quand il s'agit du politique. Pour la première fois, un projet s'adresse spécifiquement aux « femmes rurales ».

Cette phase pilote est une réussite. Cependant il faudra renforcer les acquis en effectuant un suivi régulier des actions sur le terrain, en intégrant les autres collectivités territoriales (communes), et apportant une attention particulière à la situation économique des femmes mais aussi à leur analphabétisme. Des réponses spécifiques doivent être formulées sur ces deux derniers points. Il est important d'ancrer cette action à la base et pas seulement au niveau intercommunal.

Par ailleurs la relation partenariale doit être renforcée à travers une clarification du rôle de chacun mais aussi un renforcement de capacités de certains partenaires afin qu'ils puissent pleinement remplir leurs attributions.

L'action doit être capitalisée afin de fixer les acquis et être diffusée au-delà de la région de Kayes. Il serait aussi important de répertorier les autres actions qui abordent la même thématique, menées par d'autres acteurs.



ENCART : Présentation de Wildaf-Fatoumatou Sanogo

Mme Sanogo a édifié l'assistance sur les différentes normes réglementaires qui existent au niveau international, sous régional et national, et qui statuent sur la protection des droits humains et de la femme en particulier. Concernant le cas du Mali, non seulement il a ratifié plusieurs textes internationaux, il s'est aussi doté « d'une politique nationale en genre » en plus d'autres instruments cadre (la lettre de cadrage du Président de la République du 13 Novembre 2007, la Déclaration de politique générale du gouvernement du 14 Décembre 2007, le Projet de développement économique et social (PDSEC), le Cadre stratégique de croissance et de réduction de la pauvreté (CSRCRP)). Néanmoins la question de la représentativité des femmes en politique reste cruciale car les constats sont sans équivoque :

- *Le taux des femmes élues par rapport aux hommes a été de 8,60% en 2009 contre 6,95% en 2004. En 2009, le district de Bamako et les régions de Ségou ont enregistré les taux les plus élevés avec respectivement 20,00% et 15,15% contre 2,10% et 3,60% pour les régions de Gao et Tombouctou.*
- *Sur un total de 927 femmes élues conseillères communales, 144 femmes sont élues dans les bureaux communaux. Pour un total de 703 maires, 9 femmes ont été élues maires, soit un taux de 1,28%. Les régions de Mopti et Ségou viennent en tête avec respectivement 3 et 2 maires. Elles sont suivies de Sikasso (1), Tombouctou (1) et Bamako (1). Tandis que dans les autres régions aucune femme n'a été élue. Parmi les 9 femmes maires, 7 sont élues dans les communes rurales, soit 77,77%.*

En termes de recommandations, la poursuite de l'activisme en faveur des droits des femmes, la construction de passerelles au sein de la société civile pour un plaidoyer fort, et la lutte contre toute forme de discrimination permettront d'observer des changements notables dans les rapports inégaux entre les hommes et les femmes

C. Témoignages de femmes accompagnées



Mme Kajadiatou Camara. Représentante des organisations des femmes. Commune de Djelébou, cercle de Kayes

Le projet lui a beaucoup apporté car elle a rencontré d'autres femmes, elles ont pu parler de leurs problèmes et de parler avec les hommes dans le même espace. Maintenant les femmes du Guidimakha se connaissent.

Les femmes de l'ACGK ont reçu des formations sur « comment s'impliquer dans la vie politique locale » et sur la « place et le rôle de la femme dans la société malienne. Elle trouve pertinent que les hommes aussi aient été formés pour comprendre les enjeux de la participation des femmes dans le développement local..

Elle souhaite que l'accompagnement du projet continue et soit plus concret dans le cadre des prochaines élections (législatives et communales) parce que « *les femmes contribuent fortement au développement de ce pays* »

Tacko Diabira de Koussané, responsable des femmes de Koussané

Toutes les responsables des femmes se connaissent dans la commune, grâce aux ateliers de formation qui ont porté sur : les droits et les devoirs des femmes ; sur comment accéder aux espaces de décision et quel fonctionnement y adopter.

Elle souhaite pour la suite du projet que l'accent soit mis sur « la formation et l'information pour la scolarisation des jeunes filles » car elle veut que ses enfants aient une meilleure éducation et qu'elles restent plus longtemps à l'école.



Djenaba Diawara, 2^e adj au maire de la commune de Bafarana du Sahel

Se joignant aux deux témoignages précédents, elle rappelle qu'elle a reçu une formation de matrone dispensée par le GRDR en 1992. L'accompagnement du GRDR ne date donc pas d'aujourd'hui. Elle souhaite de poursuivre l'initiative enclenchée pour consolider les acquis d'une part et de diffuser, sensibiliser et informer le maximum de personnes au sein de l'espace intercommunal sur les enjeux de la participation politique des femmes.



Mariam Sissoko, présidente de la coordination des femmes de Samé :

Elle témoigne sur son parcours. Lorsqu'elle a voulu regrouper les femmes à Samé, elle a demandé l'autorisation de son oncle. Elles ont dû détourner leur objectif de départ et l'ont reformulé sur des thématiques de santé infantile et d'assainissement. Cela a été accepté par les hommes, et sur ces thématiques, elles ont eu de résultats. Pour que la place de la femme soit reconnue, il faudrait aussi travailler sur l'amélioration de son pouvoir économique, il faut des actions concrètes qui accompagnent la place de la femme dans son foyer. Pour ce faire, il est important de s'appuyer sur les hommes les plus ouverts et les plus compréhensifs pour sensibiliser les autres. Elle recommande aussi de vulgariser les expériences réussies en

matière de leadership féminin.

D. Contributions-Débats

Mme Aminata Maïga de l'ONG ACCORD propose la stratégie « MEN to MEN » c'est-à-dire amener les hommes à aller discuter, échanger avec d'autres hommes sur les questions d'implication des femmes et surtout initier des cours d'alphabétisation en l'endroit des femmes. Si on souhaite que ce projet soit une réussite, il faut toujours associer les hommes dans les formations qui concernent les femmes pour qu'ils ne se sentent pas exclus.

Mme Doussou TRAORE se dit déçue par la représentativité des femmes au gouvernement. La volonté politique n'est pas présente. « *Les femmes doivent être unies pour mener ce combat car les hommes ne donneront pas la place aux femmes il faut qu'elles la prennent. L'espace public est une jungle dans laquelle il faut s'imposer. Les femmes ne doivent pas accepter d'être divisées, car cela permet aux hommes de mieux régner* ». Elle souhaite aussi que les actions de formation, de sensibilisation et d'information doivent être couplées avec la création des activités génératrices de revenus dans le souci de donner une assise économique aux femmes. Cela leur permettra de supporter en partie les coûts liés aux campagnes électorales, aux déplacements en quête d'informations, d'appui etc.

La représentante de l'AMM demande une synergie d'actions des différents acteurs intervenant dans le domaine et la mise à disposition d'un document de capitalisation qui englobe toutes les activités réalisées par le projet et qui pourront être diffusées à une grande échelle.

La représentante de l'APCAM suggère que cette phase pilote soit étendue au-delà de la région de Kayes

Les autres interventions ont porté sur l'encouragement de la solidarité entre les femmes, d'un partage de cette expérience et d'une attention particulière à la scolarisation de la jeune fille « *Elles peuvent se marier mais poursuivent leurs études* » recommande **Mme Oumou Fomba**

Mme Keita de la DNPFEF exige un débat moins théorique en formulant les actions suivantes :

- Faire le répertoire des femmes leaders
- Relayer les besoins de la base
- Faire un vrai plaidoyer auprès des politiques pour la prise en compte des femmes dans les budgets et dans les politiques

Moussa Sarambounou, Vice-président de l'ACGK, Maire de Koussané reconnaît dans son intervention que les constats posés sont réels. Cependant, la durée des mandats électifs en cours ne permettent de remettre en cause la situation des femmes en politique. Il faut donc se mobiliser pour avoir de meilleurs résultats avec les prochaines élections. Il souligne l'importance de la sensibilisation des élus sur la place des femmes en politique car les élections se préparent en avance... Il recommande donc aux femmes de miser aussi sur les élections législatives et « *faire leur l'objectif d'avoir une femme député dans le Guidimakha* »

E. Conclusion et Synthèse des recommandations

Au terme de la matinée, Mme Goundo Kamissoko Présidente de l'ASPROFER Kayes a adressé ses vifs remerciements au GRDR pour l'esprit d'initiative et la témérité, aux élus qui ont bien voulu

partager les constats du projet et prendre conscience de l'acuité du problème. Elle souligne que le diagnostic territorial réalisé par Wildaf a été un déclic : « *Les femmes ont toujours participé aux projets de développement mais jamais à la bonne place, elles sont toujours à l'arrière* ».

Le modérateur de la journée a ensuite pris la parole pour synthétiser l'ensemble des recommandations issues des débats :

- Information et sensibilisation à poursuivre ;
- Consolider l'appropriation du processus par les hommes dans un objectif de complémentarité ;
- Renforcement des capacités et la cohésion des femmes ;
- Le pouvoir économique des femmes est à développer pour renforcer leur positionnement politique ;
- Développer la synergie entre les différents acteurs et projets d'appuis ;
- Capitaliser les outils et expériences dans un guide et en faire une large diffusion ;
- Encourager l'émergence des femmes leaders au niveau village ;
- Produire un documentaire/répertoire sur les femmes leaders en milieu rural ;
- Organiser des voyages d'échanges dans les communes où les femmes sont les plus représentées dans l'espace public ;
- Formuler des recommandations à l'égard du Gouvernement et des partenaires financiers.

Le chemin est encore long, l'engouement est réel, cette phase pilote gagnerait à être concrétisée par un projet à moyen ou long terme qui ferait de l'émergence des femmes rurales, son cheval de bataille.



Annexes : Résumé projet et diaporama